

du 15 septembre  
au 31 octobre 2008

## Ralph Lauren manque d'élégance

Pour les hommes d'affaires du monde entier, sa réussite est un exemple, un succès comme l'Amérique sait en produire. Aujourd'hui à la tête d'un empire dont le chiffre d'affaires dépasse les 4,8 milliards de dollars, Ralph Lauren, le roi du sportswear élégant, est réputé pour son " perfectionnisme insensé " (1). Mais le créateur peut-il se vanter d'être aussi soucieux des conditions dans lesquelles sont fabriqués ses fameux polos que de leur coupe ? À l'instar des autres multinationales du secteur de l'habillement, la marque au célèbre petit cavalier, fait fabriquer la grande majorité de ses produits à l'étranger (2). Chez PT Mulia Knitting, l'un des sous-traitants de Polo Ralph Lauren en Indonésie, des ouvriers tentent depuis plus d'un an de mettre un terme aux violations dont ils sont victimes. Après avoir formé un syndicat pour faire valoir leurs droits, 19 d'entre eux ont été mis à la porte. Aujourd'hui, ils demandent à Ralph Lauren d'intervenir pour que cessent ces abus. Une occasion pour cette marque qui " rêve de séduire l'Europe " (3), de prouver aux consommateurs français qu'elle est à la hauteur de ses ambitions.



Chez PT Mulia Knitting, comme dans de nombreuses usines de vêtements, la grande majorité de la main-d'œuvre est féminine. Considérées comme plus facilement exploitables, les femmes sont en effet bien souvent préférées aux hommes dans ces secteurs à forte densité de main-d'œuvre bon marché. Mais cette préférence va de pair avec une certaine propension de la part des entreprises productrices à bafouer les droits des travailleuses. PT Mulia Knitting refuse par exemple de payer les congés maternité de ses

employées, ou les indemnités obligatoires de santé et de retraite. Bien que la loi indonésienne l'y contraigne en théorie, le transport des ouvrières qui travaillent de nuit n'est pas non plus pris en charge par la direction. En outre, les ouvrières travaillent dans des conditions dangereuses, la direction ne leur fournissant pas d'équipement de sécurité adéquat. Et quasiment la moitié des employés ne se voit proposer que des contrats précaires...

### Liberté syndicale bafouée

C'est dans l'espoir de mettre enfin un terme à ces violations, qu'en mai 2007, 25 travailleurs de l'usine PT Mulia Knitting ont formé un syndicat, le SBGTS (4). La réaction de l'entreprise ne s'est pas fait attendre : dès l'annonce de la création du syndicat, le président a été suspendu et trois autres responsables syndicaux, licenciés. Dans la foulée, quinze autres responsables syndicaux et membres du SBGTS ont été convoqués dans les bureaux de la direction, où ils se sont vus proposer de renoncer à leur syndicat, faute de quoi ils seraient transférés dans une autre usine, PT Spindo Mills, située à 60 kilomètres de là. En réponse à leur refus de se rendre à cette nouvelle usine, et bien qu'ils aient continué à se présenter tous les matins aux portes de PT Mulia Knitting, ces travailleurs ont été purement et simplement licenciés. En tout, ce sont 19 membres du SBGTS qui ont ainsi été mis à la porte. Non contente d'avoir ainsi mis à l'écart la quasi-totalité des responsables du syndicat qui venait de se former, PT Mulia Knitting a également tenté de faire révoquer, par les autorités du Travail, le numéro d'enregistrement officiel du SBGTS. Et pour couronner le tout, l'usine a entamé des poursuites en justice contre le syndicat, sous le prétexte fallacieux que celui-ci ● ● ●

PEUPLES  
Solidaires

Appels Urgents

10 quai de Richemont - 35000 RENNES (France)  
TÉL. : 02 99 30 60 53  
Fax : 02 99 30 39 30  
reseau-solidarite@peuples-solidaires.org  
www.peuples-solidaires.org

# POUR EN SAVOIR PLUS

**La Clean Clothes Campaign (CCC)** relaie cet Appel aux niveaux européen et international. Ce réseau européen oeuvre pour l'amélioration des conditions de travail dans l'industrie de l'habillement et du sport. Voir le site de la CCC : [www.cleanclothes.org](http://www.cleanclothes.org)

## Des Solutions pour l'Indonésie

Cet Appel s'inscrit dans le cadre d'une campagne lancée par les membres du réseau CCC en avril dernier, sur les violations des droits de l'Homme au travail dans l'industrie de l'habillement et des articles de sport en Indonésie. Un rapport publié conjointement par la CCC et Oxfam Australie intitulé "Solutions pour le secteur de la chaussure et les équipements sportifs en Indonésie", met en exergue les principales violations dont sont victimes les travailleurs de ces secteurs et propose des mesures concrètes à mettre en œuvre.

Ce rapport est disponible (uniquement en anglais) sur notre site :

[www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)

IMG/pdf

20\_03\_08\_Sector-

Wide\_Solutions\_in\_Indonesia.pdf

# ECRIVEZ

**Par lettre** : découpez le modèle ci-contre ou recopiez-le en l'adaptant à votre style. Envoyez-le au destinataire (adresse au verso), sans oublier d'inscrire vos coordonnées et de signer. Timbre : 0,85

**Coupon partenaire** : pour que les membres du SBGTS aient un aperçu concret des soutiens sur lesquels ils peuvent s'appuyer, retournez-leur votre coupon ! Timbre: 0,85 .

E-mail : [duricoli@poloralphlauren.com](mailto:duricoli@poloralphlauren.com) - Cc : [gsbi\\_pusat@yahoo.com](mailto:gsbi_pusat@yahoo.com)

**Délai de réaction** : dès réception, et jusqu'au 31 octobre 2008.

●●● avait indiqué l'adresse de l'usine dans l'entête de ses courriers officiels, une pratique largement répandue en Indonésie.

## Les ouvriers demandent justice

Depuis lors, et malgré toutes les tentatives d'anéantissement dont il a fait l'objet, le SBGTS se bat pour la réintégration des travailleurs abusivement licenciés en raison de leur appartenance au syndicat. Dès juin 2007, il a interpellé l'administration locale compétente pour lui demander d'intervenir auprès de la direction de Mulia Knitting et pour mettre un terme aux entraves à leur liberté d'association. Face à la passivité de l'administration, le SBGTS s'est adressé à la police, qui s'est saisie de l'affaire, mais n'a pas réussi à faire appliquer la loi. Et quand, en désespoir de cause, le SBGTS en a finalement appelé à la juridiction du ministère du Travail, celui-ci a décliné sa compétence, au motif que l'affaire était entre les mains de la police...

Seule la Commission nationale indonésienne des droits de l'Homme s'est, le 8 avril dernier, prononcée en faveur du syndicat. Après avoir rencontré la direction de l'usine et le syndicat à plusieurs reprises, la Commission a conclu que les droits syndicaux des 19 travailleurs qui avaient été licenciés après avoir rejoint le SBGTS avaient bel et bien été violés. Mais lorsque, voulant faire appliquer cette recommandation, le syndicat a fait appel aux autorités locales du Travail, celles-ci, dont il est notoire qu'elles sont corrompues, ont préféré fermer les yeux sur les conclusions de la Commission, donnant ainsi raison à la direction de Mulia Knitting. Depuis l'annonce par les autorités du Travail qu'elles ne feraient pas appliquer la recommandation de la Commission des droits de l'Homme, les travailleurs et responsables syndicaux de Mulia Knitting sont dans l'impasse. L'entreprise refuse de rencontrer le syndicat.

Dès décembre 2007, le SBGTS et nos partenaires de la Clean Clothes Campaign se sont tournés vers les marques clientes de l'usine, Polo Ralph Lauren, Tommy Hilfiger et Philips van Heusen, pour les exhorter à intercéder auprès de leur fournisseur Mulia Knitting en faveur du SBGTS. Parmi ces trois multinationales américaines de renommée mondiale, seule une, Philips van Heusen, est intervenue pour demander la réintégration des travailleurs injustement licenciés. Tommy Hilfiger n'a pour sa part pas accédé à la demande du syndicat et Polo Ralph Lauren, n'a même pas répondu...

C'est pourquoi nous vous demandons aujourd'hui d'écrire à Ralph Lauren pour lui demander d'intervenir en faveur de ceux qui fabriquent les vêtements qui se retrouveront peut-être dans les rayons de nos magasins français.

(1) *L'Express* du 23/07/2002, Corinne Scemama.

(2) *L'entreprise américaine travaille en effet avec pas moins de 400 fournisseurs à travers le monde, qui fabriquent 98% de sa production.*

(3) *Les Echos*, 10/09/2004, Bénédicte Epinay.

(4) *Syndicat de la chaussure, du textile et de l'habillement, affilié à la Fédération indonésienne de syndicats indépendants (GSBI).*

**Nom Prénom :** ..... **Date :** .....

**Adresse :** .....

Dear Mr Ralph Lauren,

*I have been informed by Peuples Solidaires of the human rights violations the workers at your indonesian supplier PT Mulia Knitting Factory are being victim of, and of the serious infringements to Freedom of Association this company is responsible of. I am extremely preoccupied with the workers' situation at your indonesian supplier, and urge you to ensure this latter:*

- *Immediately reinstates the 19 workers with payment of the outstanding wages since the date of dismissal, suspension and or transfer;*
- *Respects the right to freedom of association and recognizes SBGTS;*
- *Publicly states that it will not deter the workers from affiliating and/or participating in the union of their choice, and in particular that it will not intimidate the workers, through transfers, demotions or promotions, nor through misuse of the courts;*
- *Meets in person with SBGTS to resolve outstanding labour issues.*

Sincerely yours,

**Signature :**

---

**Nom Prénom :** ..... **Date :** .....

**Adresse :** .....

Dear friends of SBGTS,

*I have been informed by Peuples Solidaires of the human rights violations the PT Mulia Knitting Factory workers are being victim of, and of the serious infringements to Freedom of Association this company is responsible of. I support your action and sent a letter to Mr Ralph Lauren,*

*requesting that he takes immediate action to implement your demands.*

With warm regards,

**Signature :**

---

**Traduction de la lettre de protestation à Ralph Lauren :**

Cher M. Ralph Lauren,

J'ai été informé(e) par Peuples Solidaires des violations des droits de l'Homme dont sont victimes les travailleurs de l'usine PT Mulia Knitting, l'un de vos fournisseurs en Indonésie, et des graves atteintes à la liberté d'association dont cette entreprise s'est rendue coupable. Je suis extrêmement préoccupé(e) par la situation des employés de votre sous-traitant indonésien, et vous exhorte à vous assurer que votre fournisseur :

- réintègre immédiatement les 19 travailleurs et leur verse les salaires dus depuis la date de leur licenciement, suspension ou transfert ;
- Respecte la liberté d'association et reconnaisse le SBGTS ;
- S'engage publiquement à ne pas dissuader les travailleurs qui le souhaitent, de rejoindre le syndicat de leur choix, notamment à ne pas les intimider, les transférer, les rétrograder, les promouvoir et à ne pas utiliser les recours en justice de manière abusive ;
- Rencontre en personne le SBGTS pour résoudre les conflits sociaux en cours.

**Traduction de la lettre de soutien au SBGTS :**

Chers amis du SBGTS,

J'ai été informé(e) par Peuples Solidaires des violations des droits de l'Homme dont sont victimes les travailleurs de l'usine PT Mulia Knitting et des graves atteintes à la liberté d'association dont cette entreprise s'est rendue coupable. Je soutiens votre action et ai envoyé une lettre à M. Ralph Lauren, l'exhortant à répondre immédiatement à vos demandes.

M. Ralph Lauren  
Polo Ralph Lauren Corporation  
650, Madison avenue  
New York, NY 10022  
USA

GSBI  
For the SBGTS-GSBI  
Jl. Raya Lenteng Agung No. 2  
RT. 04/03 Srengseng Sawah  
Lenteng Agung, Jakarta 12640.  
INDONESIE



## PARTICIPEZ A NOS CAMPAGNES DE LETTRES



10, quai de Richemont - 35000 Rennes

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

### ENGAGEMENT

- Je participe aux actions de Réseau-Solidarité
  - en répondant à 5 appels par an
  - en répondant à tous les appels (entre 12 et 15 par an)

- Pour soutenir financièrement l'action de Réseau-Solidarité,  
Je joins un chèque de ..... euros

Cette participation est facultative. Les dons à Réseau-Solidarité sont déductibles des impôts à hauteur de 66% (dans la limite de 20% du revenu imposable).

Date et signature :

- Je souhaite recevoir davantage d'informations sur Réseau-Solidarité.